

CONVENTION ENTRE AURILLACAGGLOMERATION ET L'ASSOCIATION CENTRE DE FORMATION OMNISPORTS

L'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques prévoit l'obligation de conclure une convention avec les associations percevant une subvention supérieure à 23 000€. La présente convention entend répondre à cette obligation législative et à ses modalités de mise en œuvre développées dans le décret n°2001-495 du 06 juin 2001. Elle s'inscrit dans le processus défini par la circulaire n°5811-SG du 29 septembre 2015 relative au service unique de demande de subvention.

DESIGNATION DES PARTIES:

Aurillac Agglomération, sise 3 Place des Carmes, 15000 AURILLAC, représentée par son Vice-Président, Monsieur Christian POULHES en charge de l'Administration générale, des finances et de la contractualisation financière, dûment habilité par la délibération n°DEL_2025_... du 15 décembre 2025,

ci-après dénommée « Aurillac Agglomération »,

d'une part,

L'association Centre de Formation Omnisports, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, N° SIRET 43961207800022 dont le siège social est situé Rue Louis Farges – 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Francis BARAILLE, dûment habilité à cet effet par délibération de son Conseil d'Administration,

Ci-après désignée sous le terme « Association Centre de Formation Omnisports »,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant que le projet initié et conçu par l'Association Centre de Formation Omnisports est conforme à son objet statutaire tel que défini dans ses statuts présentés ;

Considérant que les activités et missions stratégiques effectuées pour le territoire d'Aurillac Agglomération et conduites par l'Association Centre de Formation Omnisports sont pleinement assurées par l'association et s'inscrivent totalement dans la politique de soutien financier de la Aurillac Agglomération ;

Considérant que le projet et les actions conventionnés en application des présentes s'inscrivent pleinement dans les compétences d'Aurillac Agglomération et notamment celles ayant trait à la politique sportive et à l'enseignement d'Aurillac Agglomération.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'Association Centre de Formation Omnisports s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet défini par la présente convention.

Aurillac Agglomération contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Conformément à ses statuts, l'Association Centre de Formation Omnisports a pour objet :

- de réaliser des actions en accord avec la politique sportive d'Aurillac Agglomération, notamment pour l'intégration des jeunes issus de son territoire,
- d'accomplir des actions d'accueil, de promotion, de formation, d'entraînement, de diffusion auprès des jeunes sportifs licenciés dans les différents clubs du Bassin Aurillacois,
- de permettre, notamment en terme de formation aux métiers du sport, le développement local du Bassin Aurillacois.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'année 2026.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Aurillac Agglomération contribue financièrement pour un montant maximal de 30 000 € conformément au budget prévisionnel présenté en annexe 1.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits au Budget Principal d'Aurillac Agglomération, du respect par l'Association des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 5 et 6 et des décisions d'Aurillac Agglomération prises en application des articles 7 et 8 sans préjudice de l'application de l'article 10.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Les mandatements de la participation fixée à l'article 3 s'effectuent de la façon suivante :

- un acompte de 10 000€ en mars 2026,
- un acompte de 10 000€ en juillet 2026,
- le solde annuel, soit 10 000€ maximum avant le 15 décembre 2026 sous réserve du respect des conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 3.

La contribution financière est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de :

Centre de Formation Omnisports

SOCIETE GENERALE

IBAN : FR76 3000 3001 9300 0372 8064 790 / BIC : SOGEFRP.

ARTICLE 5 – JUSTIFICATIFS

L'Association Centre de Formation Omnisports s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du Code de Commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel ;
- le rapport d'activité
- les statuts en cas de modification.

ARTICLE 6 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association Centre de Formation Omnisports informe sans délai Aurillac Agglomération de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe Aurillac Agglomération sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'aide financière d'un montant de 30 000 € apportée par Aurillac Agglomération à l'Association contribue à :

- réaliser des actions en accord avec la politique sportive d'Aurillac Agglomération, notamment pour l'intégration des jeunes issus de son territoire,
- accomplir des actions d'accueil, de promotion, de formation, d'entraînement, de diffusion auprès des jeunes sportifs licenciés dans les différents clubs du Bassin Aurillacois,
- permettre, notamment en terme de formation aux métiers du sport, le développement local du Bassin Aurillacois.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit d'Aurillac Agglomération, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 5 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Aurillac Agglomération informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 – CONTROLES D’AURILLAC AGGLOMÉRATION

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par Aurillac Agglomération. L’Association Centre de Formation Omnisports s’engage à faciliter l’accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle, conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées.

Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l’article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

ARTICLE 9 – RENOUVELLEMENT – OPTION EVALUATION

La conclusion éventuelle d’une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l’article 5 et aux résultats des contrôles prévus à l’article 8 des présentes.

ARTICLE 10 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d’avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l’ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d’une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l’objet de la convention, sa cause et toutes les conséquences qu’elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l’envoi de cette demande, l’autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect par l’une des parties de l’une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l’autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu’elle pourrait faire valoir, à l’expiration d’un délai de deux mois suivant l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 12 – RECOURS

Tout litige résultant de l’interprétation ou de l’exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

A Aurillac, le

Pour le Centre de Formation Omnisports,

Pour Aurillac Agglomération,

Le Président,

Le Vice-Président,
Chargé de l’Administration générale, des
finances et de la contractualisation
financière,

Francis BARAILLE

Christian POULHES

Liste des annexes :

Annexe 1 : budget prévisionnel

Annexe 2 : délibération n° DEL_2025_ en date du 15 décembre 2025 du Conseil Communautaire d’Aurillac Agglomération.